
Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique

L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020

LES POLITIQUES PUBLIQUES ET L'INTENTION ENTREPRENEURIALE CHEZ LES JEUNES AU MAROC : QUEL IMPACT SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE ?

Salim MAALAOUI

Doctorant, Université Ibn Tofail, Kenitra, Maroc
maalaoui.salim@gmail.com

RÉSUMÉ – L'entrepreneuriat est l'un des facteurs les plus importants qui contribuent au développement économique et social, c'est-à-dire qu'il est le principal moteur de la création d'emplois et de la richesse nationale. Certains résultats empiriques indiquent que la plupart des individus tels que les jeunes et les diplômés, dans les pays en développement, qui souhaitent devenir entrepreneurs, le font par crainte du chômage (Fatoki, 2010). Ainsi, le chômage en tant que variable dépendante dans ces économies a un impact indirect sur l'intention entrepreneuriale des jeunes hautement qualifiés.

Face à l'envie d'encourager les jeunes entrepreneurs, le gouvernement marocain a mis en place diverses politiques. Par exemple, intégrez l'enseignement de l'entrepreneuriat dans toutes les universités marocaines. Le gouvernement estime que les établissements d'enseignement supérieur constituent un lieu idéal pour promouvoir la culture entrepreneuriale dans le milieu d'affaire marocain. La création d'un nouveau programme visait à soutenir les jeunes diplômés en leur facilitant l'accès aux prêts bancaires pour financer leurs projets, et à permettre une meilleure insertion professionnelle et économique des jeunes. Notre étude portera sur l'intention entrepreneuriale chez les jeunes au Maroc ainsi qu'aux politiques publiques mises en œuvre. Et ce, à travers une analyse des nombreux programmes publics.

Mots-clés : Intention entrepreneuriale, insertion professionnelle, politiques publiques, jeunes.

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

Les intentions en matière d'entrepreneuriat sont définies comme la volonté d'un individu d'entreprendre une activité et de démarrer une nouvelle entreprise à un moment donné (Thompson, 2009). Ainsi, la mesure de l'intention entrepreneuriale pourrait être considérée comme une mesure de l'esprit d'entreprise latent dans la société (Verheula et al., 2006; Blanchflower et al., 2001). Cela aide à comprendre le processus entrepreneurial et à prévoir les activités entrepreneuriales en identifiant les antécédents d'intention des entrepreneurs (Davidsson, 1995; Bird, 1998). À quelques exceptions près, les entreprises sont considérées comme des activités économiques positives (Calás et al., 2009), qui contribuent de manière significative à la vie économique et sociale (Autio, 2005). La promotion de l'esprit d'entreprise est non seulement nécessaire pour une économie saine, mais également pour la prospérité durable, la création de nouveaux emplois et, partant, la réduction du taux de chômage

L'entrepreneur est devenu l'une des forces les plus dynamiques des pays en développement et renforce la croissance économique mondiale. L'activité entrepreneuriale est considérée comme un moteur de la croissance économique à long terme d'une nation (Romer, 1994). Des études telles que Frederick et al. (2006) et Engle et al. (2010) ont depuis longtemps reconnu l'importance des entrepreneurs et de l'esprit d'entreprise. Surtout lorsque l'économie est rude, les jeunes adultes tentent de créer une nouvelle entreprise. Ces nouvelles entreprises peuvent alors créer des emplois, stimuler l'innovation et développer l'économie locale (Mishory, 2011).

Le développement de la culture entrepreneuriale chez les jeunes devient l'un des programmes primordiaux des pays en développement. Par conséquent, le développement de l'esprit entrepreneurial en tant que manifestation destinée à soutenir la croissance économique est toujours nécessaire pour faire face au problème d'exclusion sociale, et surtout le chômage des jeunes. Les jeunes ont des intentions pour leur vocation. Certains ont l'intention entrepreneuriale de créer ou de gérer une entreprise, tandis que d'autres n'ont aucune intention de devenir des entrepreneurs. Les intentions professionnelles des jeunes dépendent de leurs antécédents socio-démographiques et de leurs mentalités. Le défi consiste à changer la mentalité et le désir des jeunes générations de devenir des entrepreneurs en vue de créer de nouvelles opportunités commerciales ou de développer les activités existantes. Le changement de mentalité peut être initié à partir d'un changement d'intention qui mène finalement à un comportement entrepreneurial en tant qu'entrepreneur. Au Maroc, l'intention entrepreneuriale ne répond toujours pas aux attentes des pouvoirs publics. Selon le dernier rapport de l'International Finance Corporation (IFC)¹: *"42 % des jeunes Marocains âgés de 18 à 29 ans ont l'intention de devenir entrepreneurs, ce qui reflète le fait que pour de nombreux jeunes Marocains, l'entrepreneuriat est une alternative à un emploi rémunéré dans un environnement où la création d'emplois est limitée et les besoins en éducation relativement élevés. En plus de promouvoir une plus grande contestabilité du marché, renforcer l'écosystème entrepreneurial peut aider à canaliser davantage de jeunes vers la création de leur entreprise par choix, les autres préfèrent devenir employés"*.

Face à l'envie d'encourager les jeunes entrepreneurs, le gouvernement marocain a mis en place diverses politiques. Par exemple, intégrez l'enseignement de l'entrepreneuriat dans toutes les universités marocaines. Le gouvernement estime que les établissements d'enseignement supérieur constituent un lieu idéal pour promouvoir la culture entrepreneuriale dans le milieu d'affaire marocain. En octobre 2019, le gouvernement marocain a lancé un nouveau programme intitulé "Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat" doté de 6 milliards de dirhams (MMDH). Ce programme visait à soutenir les jeunes diplômés en leur facilitant l'accès aux prêts bancaires pour financer leurs projets, et à permettre une meilleure intégration professionnelle et économique des travailleurs du secteur informel.

A partir de cette vision, notre étude portera sur l'intention entrepreneuriale chez les jeunes au Maroc ainsi qu'aux politiques publiques mises en œuvre. Et ce, à travers une analyse des nombreux programmes publics, d'identifier les facteurs clés susceptibles d'influencer la décision des jeunes adultes de créer une nouvelle entreprise à l'avenir, d'utiliser les données du Global Entrepreneurship Monitor (GEM) sur une période de 5 ans. Ceci nous amène à nous poser la question suivante : **Quel est le rôle des politiques publiques mises en œuvre au Maroc pour promouvoir l'intention entrepreneuriale et favoriser l'émergence de l'esprit d'entreprise chez les jeunes? Et quel impact sur l'insertion professionnelle des jeunes ?**

¹Rapport intitulé « CRÉER DES MARCHÉS AU MAROC : Diagnostic du Secteur Privé » (Juin 2019) réalisé par l'International Finance Corporation à la demande et sous la direction de la SFI et de la Banque mondiale.

Revue de littérature

Les intentions dans les domaines de l'entrepreneuriat sont définies comme la volonté d'un individu d'entreprendre une activité entrepreneuriale et de démarrer une nouvelle entreprise à un moment futur (Thompson, 2009). Ainsi, la mesure de l'intention entrepreneuriale pourrait être considérée comme une mesure de l'entrepreneuriat latent dans la société (Verheula et al., 2006; Blanchflower et al., 2001). Il aide à comprendre le processus entrepreneurial et à prédire les activités entrepreneuriales en identifiant les antécédents d'intention des entrepreneurs (Davidsson, 1995; Bird, 1998).

L'intention peut être définie comme « un état d'esprit dirigeant l'attention d'une personne vers un objet ou un chemin spécifique afin de réaliser quelque chose » (Vesalainen et Pihkala, 1999, p. 3). L'intention entrepreneuriale est donc désignée comme l'intention de créer sa propre entreprise à l'avenir (Van Gelderen et al., 2008). Bird (1988) a déclaré que les intentions entrepreneuriales peuvent se référer à un état d'esprit individuel, qui les oriente et les guide vers le développement et la mise en œuvre d'un nouveau concept d'entreprise. Un certain nombre de recherches axées sur les facteurs affectant l'entrepreneuriat ont été menées, telles que les traits de personnalité (Franke et Lüthje 2004; Hisrich et Peters 1995; Johnson 1990; Bonnett et Fuhrmann 1991), les capacités et les expériences (Bird, 1988) et le comportement planifié (Ajzen 1985, 1987, 1991; Ajzen et Fishbein, 1980; Davidsson, 1995; Autio, et al., 2001; Franke et Lüthje, 2004). Il existe des résultats contradictoires sur le rôle des caractéristiques personnelles (Brockhaus et al., 1986; Robinson et al., 1991).

À quelques exceptions près, les efforts entrepreneuriaux sont considérés comme des activités économiques positives (Calás et al., 2009), qui contribuent de manière significative à la vie économique et sociale (Autio, 2005). La promotion de l'esprit d'entreprise est non seulement nécessaire pour une économie saine, mais également cruciale pour maintenir la prospérité, la création de nouveaux emplois et, par conséquent, la réduction du taux de chômage.

Des chercheurs antérieurs ont prouvé que l'intention entrepreneuriale est le principal prédicteur du futur entrepreneur (Katz, 1988; Reynolds, 1995; Krueger et al., 2000). Selon Krueger et al. (2000), l'activité entrepreneuriale peut être prédite avec plus de précision en étudiant l'intention plutôt que les traits de personnalité ou les facteurs situationnels. La décision de créer une nouvelle entreprise peut être considérée comme un comportement planifié et il existe une forte relation entre les intentions de comportement et l'acte réel (Ajzen, 1991). Comprendre les intentions envers tout comportement intentionnel est essentiel à la compréhension des antécédents de ce comportement (Ajzen et Fishbein, 1980).

Un certain nombre de recherches sur les déterminants personnels et environnementaux de l'intention entrepreneuriale, tels que les traits de personnalité, les attitudes envers l'entrepreneuriat ou l'environnement social, ont été largement discutés (Begley et al., 1997; Brandstätter, 1997; Davidsson, 1995; Robinson et al., 1991; Segal et al., 2005). Fishbein et Ajzen (1975) ont défini l'attitude comme les sentiments positifs et négatifs (affectation évaluative) d'un individu concernant l'exécution du comportement cible. Wu (2008) a déclaré que l'attitude personnelle est le reflet des croyances et des opinions d'un individu sur le comportement. Selon la théorie du comportement planifié, les attitudes de l'individu ont un impact sur le comportement via l'intention (Schwarz et al., 2009). Autio et al. (2001) ont souligné qu'il a été démontré que les attitudes expliquent environ 50% de la variance des intentions.

Autio et al. (1997) ont donné un aperçu du rôle des attitudes générales dans le choix de carrière entrepreneuriale. Ils ont signalé que les attitudes générales à l'égard de la réussite, de l'autonomie, de l'argent et du changement et l'attitude à l'égard de l'entrepreneuriat influencent positivement la conviction entrepreneuriale (la facilité perçue de démarrer et de diriger une nouvelle entreprise).

Parmi ces attitudes, l'attitude envers l'entrepreneuriat s'est avérée être le déterminant le plus important de l'intention entrepreneuriale (Schwarz et al., 2009; Autio et al., 2001). Selon Lüthje et Franke (2003), l'attitude envers l'entrepreneuriat était le déterminant le plus important de l'intention de devenir indépendant et cette attitude est influencée par la personnalité (c.-à-d. La propension à prendre des risques et le lieu de contrôle interne) des jeunes. Une attitude personnelle positive à l'égard de la création d'entreprise est un bon point de départ pour stimuler le comportement entrepreneurial, quel que soit le niveau de formation des jeunes (Wu et Wu, 2008). Henderson et Robertson (2000) ont déclaré que les principales raisons pour lesquelles les jeunes envisagent de créer leur propre entreprise sont « d'être son propre patron » et « de gagner de l'argent ». Cependant, Douglas (1999) et Douglas et Shepherd (2002) ont révélé que l'attitude à l'égard du revenu (argent) ne contribue pas de manière significative à l'intention entrepreneuriale.

Grundsten (2004) a signalé que les facteurs environnementaux ont une certaine influence sur les activités entrepreneuriales d'un individu. Les facteurs environnementaux se réfèrent aux attributs de l'environnement social d'un individu, qui jouent un rôle d'antécédent de l'intention (Grundsten, 2004).

Raijman (2001) a constaté que les personnes ayant des membres de la famille proche dans le monde des affaires étaient 2,1 fois plus susceptibles de souhaiter ouvrir une entreprise que celles des parents dans le monde des affaires, et que les membres de la famille proche qui possèdent des entreprises peuvent donner accès à des informations pertinentes, aux marchés et autres ressources nécessaires à la création d'entreprises.

Franke et Lüthje (2004) ont proposé que le contexte académique soit une partie importante de l'environnement des étudiants, car les universités sont en mesure de façonner et d'encourager les intentions entrepreneuriales. Les activités universitaires d'initiation, de développement et de soutien « déclenchent » en quelque sorte les intentions des étudiants de devenir des entrepreneurs et les incitent à des plans de démarrage plus ambitieux (Franke et Lüthje, 2004). Schwarz et al. (2009) ont constaté qu'une perception positive des actions universitaires pour favoriser l'entrepreneuriat se traduira par une volonté plus forte de créer une entreprise à l'avenir. Ils ont également déclaré que seul l'environnement universitaire apparaît comme un prédicteur d'intention. Le cours universitaire sur l'entrepreneuriat et la gestion des petites entreprises ainsi que les incubateurs situés sur le campus semblent être un rôle central pour éveiller l'enthousiasme et l'intérêt des étudiants pour la propriété d'une entreprise (Schwarz et al., 2009). Des études antérieures ont également révélé que l'environnement universitaire favorable est l'un des facteurs qui influencent l'intérêt des étudiants à devenir entrepreneur à l'avenir (Autio et al., 1997; Turker et Selcuk, 2009). Si une université fournit des connaissances et une inspiration adéquates pour l'entrepreneuriat, la possibilité de choisir une carrière entrepreneuriale parmi les jeunes pourrait augmenter (Turker et Selcuk, 2009). Clark et al. (1984) ont étudié une université américaine de taille moyenne et ont constaté que près de 80% des étudiants qui s'inscrivaient à un cours d'initiation à l'entrepreneuriat envisageaient de créer leur propre entreprise, et 76% de ces étudiants déclaraient que le cours d'entrepreneuriat avait un effet très fort sur leur décision de fonder une nouvelle entreprise. Les étudiants américains estiment que les conférences fournissent des connaissances et des compétences en matière d'entrepreneuriat (Lüthje et Franke, 2002).

De nombreuses recherches empiriques également menées sur l'éducation améliorent l'efficacité entrepreneuriale des étudiants et les encouragent et les soutiennent à démarrer leur propre entreprise (Fiet, 2000; Segal, et al., 2005; Wilson et al., 2007). Selon Wilson et al. (2007), l'éducation améliorera l'efficacité entrepreneuriale des étudiants, comme la recherche d'opportunités, l'assemblage de ressources et la réussite de l'entreprise grâce à l'attitude, aux connaissances et aux compétences qui leur ont été fournies. L'éducation peut également améliorer l'efficacité entrepreneuriale des étudiants grâce à des activités d'apprentissage, à l'élaboration de plans d'affaires, à la gestion d'une véritable

petite entreprise (Fiet, 2000) et à l'augmentation de leur désir de démarrer une nouvelle entreprise (Segal, et al., 2005). Dans Zaidatol (2009), une étude a également déclaré que des cours et une formation liée à l'entrepreneuriat sont nécessaires pour accroître l'intention entrepreneuriale et l'efficacité entrepreneuriale des étudiants.

Les chercheurs qui soutiennent que les attributs personnels comptent pour l'aspiration entrepreneuriale se sont concentrés sur le sexe, l'âge, l'éducation, les compétences et la motivation. Ainsi, un certain nombre d'études ont documenté la relation entre les caractéristiques personnelles et l'intention entrepreneuriale. Bates (1995) a démontré que le capital humain, comme l'expérience et la formation, a un impact significatif sur le travail indépendant. Ils considèrent que l'éducation et l'expérience augmentent la capacité de percevoir les opportunités commerciales et, comme le note Becker (1975), la présence de niveaux élevés de capital humain affecte la qualité du comportement des entreprises. Néanmoins, Reynolds (1997) a constaté que l'éducation a un faible impact sur l'intention entrepreneuriale. Il existe également certains arguments qui font croire qu'il existe des différences entre les sexes quant à la volonté de devenir travailleur indépendant. Des recherches empiriques approfondies ont montré que les femmes entrepreneurs ont moins d'ambition d'entreprendre une activité entrepreneuriale que les hommes; les femmes sont moins susceptibles de créer leur propre entreprise que les hommes (Phan et al., 2002; Verheula et al., 2006; Autio, 2005; Schøtt et al., 2015).

Cependant, les différences entre les sexes en ce qui concerne l'intention entrepreneuriale sont fortement influencées par l'environnement au niveau macro, en particulier dans la culture traditionnelle. Des études empiriques dans les pays MENA² montrent que les femmes ont moins de chances de devenir entrepreneurs que leurs homologues masculins (Minniti et Arenius, 2003; Gillet, 2007; El Harbi et al., 2009; Hattab, 2010, 2012; Schøtt et al., 2015). Les rôles de genre attribués par la culture sociétale attendent des hommes qu'ils aident leurs familles et les femmes à prendre soin de leur maison et de leur famille (Hattab, 2010, 2012). Par conséquent, les pratiques de socialisation précoce mettent l'accent sur les rôles principaux des femmes en tant que mères et épouses, et cette socialisation a entraîné une baisse de l'orientation des femmes vers le marché du travail et un moindre intérêt pour les activités entrepreneuriales (Gillet, 2007). De plus, l'environnement des affaires dans la plupart des pays MENA, comme c'est le cas au Maroc, est encore fortement dominé par les hommes.

Outre l'effet du sexe sur l'intention, d'autres études ont lié le comportement entrepreneurial à certaines situations particulières telles que le chômage (Storey, 1991; Davidsson, 1995; Autio et al., 2001; Acs et Armington, 2004). Diverses recherches ont indiqué une relation positive entre le chômage et la création d'entreprises (Storey, 1991; Davidsson, 1995; Acs et Armington, 2004). Acs et Armington (2004) ont constaté que le coefficient estimé sur le taux de chômage est positif et statistiquement significatif, lorsque l'économie traverse une petite récession. Storey et al. (1994) ont indiqué qu'en période de conditions de marché déprimées et de chômage élevé, les individus seraient plus susceptibles de créer leur propre entreprise parce que c'est plus avantageux que l'emploi ou d'essayer de trouver un emploi.

Entrepreneuriat... remède au chômage, vecteur d'insertion professionnelle

L'entrepreneuriat apporte des avantages à l'économie en créant de la richesse et en réduisant le chômage, en créant des opportunités de marché et en augmentant le nombre total de production d'un pays (S. A. Shane, 2003). En période de ralentissement économique, les jeunes entrepreneurs osent prendre le risque d'essayer quelque chose de nouveau en démarrant une nouvelle entreprise et cette situation

²MENA ou ANMO sont des acronymes utilisés pour désigner une région du monde comportant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Il désigne une grande région, depuis le Maroc au nord-ouest de l'Afrique jusqu'à l'Iran au sud-ouest de l'Asie, qui comprend généralement tous les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

créé des opportunités d'emploi et stimule la croissance de l'économie locale (Mishory, 2011). En outre, les diplômés universitaires ont la capacité de contribuer à l'économie d'un pays avec leurs compétences, leur intelligence et leurs compétences (Ekpe, Razak, Ismail et Abdullah, 2015).

Le chômage des jeunes est reconnu comme l'un des problèmes qui pourraient prendre une ampleur mondiale dans les années à venir, provoquant des problèmes sociaux et économiques pour les sociétés. L'entrepreneuriat des jeunes est envisagé comme une alternative aux autres méthodes de création d'emplois. Cependant, il existe un besoin de reconnaissance et de promotion mondiale de l'entrepreneuriat des jeunes sur une base durable à long terme pour ce domaine est certainement un avenir prometteur.

La révolution technologique et la croissance qui en résulte dans tous les domaines et la mondialisation ont eu un impact sur le monde. Les pays en développement connaissent une croissance rapide, tant en termes de développement économique que de population. Les économies en croissance offrent de nombreuses opportunités de services et offrent aux entrepreneurs la possibilité de créer de petites entreprises dans différents domaines. Alors que dans les pays en développement qui enregistrent une croissance économique plus élevée, il n'y a pas d'élan pour la croissance de l'entrepreneuriat des jeunes, les économies de certains pays ne progressent pas et le chômage ne cesse d'augmenter,

La question du taux de chômage chez les jeunes au Maroc est souvent évoquée par le gouvernement et la société civile. Selon la note annuelle sur l'emploi du Haut-Commissariat au Plan (HCP), sur la base des données de 2019, le taux de chômage est le plus élevé parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans enregistrant ainsi 24,9% du taux de chômage national (25,6% en 2018) soit une baisse de 0,7 point par rapport à l'année précédente. Les jeunes diplômés, quant à eux, représente 15,7% (16,7% en 2018), soit une baisse de 1 point par rapport à l'année précédente. Mais la question du chômage des jeunes et des détenteurs d'un diplôme n'est pas un problème nouveau ou unique au Maroc.

La plupart d'entre eux sont sans emploi ou n'ont reçu aucune offre ou un emploi ne leur convient pas suite à l'inadéquation entre la formation et le besoin du marché de travail. Le gouvernement sera confronté à des problèmes lorsque le nombre de chômeurs parmi les jeunes augmentera rapidement. En raison de ce problème, il est important de s'engager pleinement dans l'effort de cultiver l'esprit d'entreprise. Dans la conjoncture économique difficile, les jeunes sans expérience ont généralement peu de chances de trouver un emploi par rapport aux adultes individuels ayant plus d'expérience. Cela est dû au fait que les opportunités d'emploi créées dans les secteurs public et privé sont basées sur les besoins actuels tels que le remplacement ou la création de nouveaux postes en raison de l'expansion de l'entreprise.

La plupart des étudiants diplômés ne pouvaient pas diriger de nouvelles entreprises ou s'impliquer dans le domaine entrepreneurial. En effet, les diplômés en entrepreneuriat manquaient de compétences et de confiance en soi nécessaires aux industries ou au secteur (Dasmani, 2011). En outre, la société telle qu'observée s'intéresse peu à l'entrepreneuriat par rapport à l'emploi rémunéré après l'obtention du diplôme, en particulier dans les pays en développement (Ekpe et al., 2015). Ainsi, un jeune pourrait être facilement influencé par la société et renoncer à devenir entrepreneur. La perception négative provient principalement des réseaux sociaux tels que les amis, les membres de la famille, les modèles et les conseillers (Shastri et Sinha, 2010). Cela avait progressivement réduit le nombre de jeunes entrepreneurs au Maroc. Selon le rapport annuel 2020 de l'Euler Hermes, le nombre des entreprises menacées de faillite au Maroc s'aggrave d'année en année, en passant de 1.729 entreprises en 2007, à 9.000 entreprises en 2020, nous devons donc mener des recherches pour identifier les facteurs qui pourraient influencer l'intention entrepreneuriale des jeunes marocaines de résoudre le problème.

Cultiver la culture entrepreneuriale chez les jeunes devrait être mis en œuvre plus sérieusement et de

manière réaliste afin que les jeunes se rendent compte que le domaine entrepreneurial pourrait leur assurer un avenir brillant s'ils ont un fort désir et de la persévérance pour réussir (Mohd Ghani, 2016). Le gouvernement doit jouer un rôle important pour motiver les jeunes. Les entrepreneurs qui réussissent conduisent au développement d'un pays en particulier dans le secteur économique. Selon Lüthje et Franke (2002), l'université est également considérée comme une ressource pouvant produire des entrepreneurs et promouvoir l'intention entrepreneuriale chez les étudiants. Les jeunes entrepreneurs qui exploitent les petites et moyennes entreprises représentent la plus grande contribution en termes de création d'emplois. L'effet de leur implication en tant qu'entrepreneurs réduit non seulement le taux de chômage des jeunes, mais aussi pour aider les autres à trouver un emploi. Afin d'augmenter le nombre de jeunes entrepreneurs, le gouvernement a formulé plusieurs politiques pour aider les jeunes entrepreneurs.

Les politiques publiques pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle au Maroc

Une politique de l'entrepreneuriat consiste à créer un environnement propice et mettre en place les outils et instruments d'appui aux jeunes et porteurs des projets. Une telle politique permettrait alors d'encourager et de coordonner l'action de toutes les institutions concernées.

Au Maroc, au cours des dernières décennies, l'entrepreneuriat a connu un ajustement structurel, un ralentissement économique, une augmentation du chômage et de la pauvreté. Cette amélioration se ressent dans la création de nouvelles opportunités d'emplois, la croissance économique et la lutte contre la précarité.

La création des entreprises par des jeunes a été une stratégie privilégiée au Maroc depuis trois décennies non seulement pour surmonter le problème de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés dans le marché de travail mais aussi pour participer positivement au développement socio-économique du pays. En effet, l'augmentation du nombre de diplômés sans emploi, la rareté des opportunités d'emploi dans l'emploi public, outre la nécessité de relever les défis de la compétitivité du Maroc à un niveau supérieur ont conduit les pouvoirs publics à s'intéresser davantage à la promotion des petites entreprises par les jeunes.

• Les premiers programmes publics ciblant les jeunes

Depuis les années 80, de nombreux programmes de soutien à la création d'entreprises par des jeunes ont vu le jour. Avec l'aggravation du chômage et de la pauvreté suite à la mise en application d'un Programme d'Ajustement Structurel (PAS), la politique de l'État s'est orientée vers la création et le développement d'entreprises par les jeunes à travers une stratégie publique de promotion du travail indépendant.

Programme « Crédits Jeunes Promoteurs »

Pour faire face aux énormes déséquilibres sociaux engendrés par cette politique d'ajustement, les pouvoirs publics ont mis en place en 1987 un programme appelé « crédits jeunes promoteurs ». Ce programme a été créé comme soutien aux jeunes diplômés désirant s'installer pour leur propre compte afin de leur garantir une meilleure intégration dans le marché de travail, et financé par l'état à hauteur de 65% et le secteur bancaire à hauteur de 25%.

Sur la période qu'a duré ce fonds (1988 –1993), 4452 dossiers ont été agréés et financés et qui ont permis la création de 18530 emplois. Ces résultats demeurent extrêmement modestes et largement en deçà des objectifs escomptés qui étaient la création de quelque 250.000 emplois.

Cette grande modicité des résultats obtenus par ce fonds peut s'expliquer par plusieurs facteurs : lenteur et complexité des formalités des crédits, les réticences manifestées par les banques, les difficultés de faire d'un diplômé un créateur d'entreprise.

La leçon que les pouvoirs publics ont pu tirer de cette expérience est que le soutien financier s'est avéré insuffisant. Même si le financement est vital pour tout projet, il ne s'agit que d'une seule partie d'une série d'actions telles que la formation, le suivi, etc. Un autre système complémentaire aurait dû être envisagé pour prendre en charge la formation et l'accompagnement des jeunes promoteurs tout au long des procédures de création.

Fort de cette expérience, les pouvoirs publics ont lancé, en 2006, le programme Moukawalati. Un programme national d'appui à la création et à la gestion du ciblage également des jeunes diplômés. En plus de l'importance du programme financier, il considère le suivi, tout au long du parcours, des jeunes diplômés aux différentes étapes de la création et du développement de leur petite entreprise.

Mokawalati

Dans le cadre des « Initiatives emploi », les pouvoirs publics ont lancé en 2006 le programme Moukawalati. Un programme national d'appui à la création et à la gestion du ciblage également des jeunes diplômés. En plus de l'importance du programme financier, il considère le suivi, tout au long du parcours, des jeunes diplômés aux différentes étapes de la création et du développement de leur petite entreprise. Il a tiré profit du programme précédent « Crédits Jeunes Promoteurs » les avantages afin de combler les lacunes restantes. A cet effet, d'autres mesures³ ont été mises en place par les pouvoirs publics. De nombreux acteurs de l'écosystème⁴ entrepreneurial étaient impliqués: les conditions financières du programme étaient non seulement favorables mais un suivi des jeunes promoteurs était prévu tout au long des étapes de création et de développement de leur projet.

Le Programme « Moukawalati » avait comme objectif principal non seulement la contribution à la lutte contre le chômage des jeunes diplômés, moyennant l'appui à la création d'entreprises génératrices de richesses et d'emplois en adéquation avec les exigences et les spécificités régionales mais également la création effective d'entreprises viables ainsi que la pérennisation des petites entreprises créées par les jeunes. Ainsi, tout un dispositif de suivi des entreprises créées au cours de la période critique de démarrage a été mis en place. De même, il avait comme mission également de développer l'esprit d'entreprise chez les jeunes en favorisant l'auto emploi afin de dépasser la préférence générale pour le salariat dans le secteur public très développée chez les jeunes diplômés chômeurs.

Ce programme national avait comme objectif d'encourager et d'accompagner la création de 30.000 entreprises et générer entre 60.000 et 90.000 emplois dans une durée de 3 ans. Entre 2007 et 2011, le programme Moukawalati a permis la création de quelques 2050 entreprises, soit 410 entreprises par an. Ce qui représente un taux de réalisation de 6,8% par rapport à l'objectif initial.

Cinq années après son lancement, le programme a montré son échec. En effet, l'approche qui a été adoptée et qui consiste à susciter voire à « vouloir créer artificiellement » un esprit d'entreprise chez les jeunes qui sont souvent au chômage ainsi que la volonté des pouvoirs publics de s'appuyer sur un système bancaire oligopolistique très concentré et fortement mercantile est complètement dépassée et tout à fait inefficace. La chance de la coordination et de la coopération entre les différents acteurs:

³Le programme a été élargi pour couvrir même les non-diplômés au lieu des diplômés de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur couverts pour le programme « Crédits Jeunes Promoteurs ».

⁴Notamment les banques, les Centres Régionaux d'Investissement, l'ANAPEC, l'OFPPT, les établissements de microcrédit, les universités.

les nombreux acteurs qui étaient censés être une force du programme se sont avérés être à l'origine de nombreux problèmes principalement de coordination. De plus, le rôle attendu de chaque acteur n'était pas bien planifié et préparé et les différentes vues n'étaient pas combinées collectivement. Notamment, la faiblesse et l'insuffisance de l'accompagnement: alors que seulement 25% des entrepreneurs ont bénéficié de la consultation, l'accompagnement fourni avant et après établissement n'était pas suffisant. Les responsables de cet accompagnement n'avaient pas, pour la plupart, les bons profils et l'expérience nécessaire pour guider les jeunes entrepreneurs.

- **Nouveaux programmes publics en faveur des jeunes**

Dix ans plus tard, dans l'intention de mettre un terme à l'économie informelle et de dynamiser le travail indépendant, le gouvernement a examiné un nouveau plan intitulé «Statut des auto-entrepreneurs» dont la particularité est de simplifier la création de micro-entreprises.

Le programme « Auto Entrepreneur »

Une fois les programmes «Crédits Jeunes Promoteurs» et «Moukawalati» écartés, un nouveau plan inséré depuis 2015 est considéré par les pouvoirs publics comme le nouveau levier du développement de l'activité entrepreneuriale et un début de lutte contre le chômage et l'engagement social. Il vise la population désœuvrée qui est un véritable fardeau pour le développement du pays et constitue 3 millions d'individus. Ce problème peut être résolu par la création d'emplois indépendants pour les jeunes et faciliter l'accès au marché du travail et la sortie de l'économie informelle.

Un nouveau régime a été envisagé pour aider à la création d'entreprises, notamment la levée de l'inscription au registre du commerce, la simplification des procédures de domiciliation, etc. La mise en place d'un système fiscal harmonieux a été mise en place ainsi que des exonérations pour encourager les micro-entrepreneurs à rejoindre l'économie formelle. Dans cette perspective, les structures nationales, régionales et locales ont été appelées à soutenir ce projet.

Les résultats s'avèrent satisfaisants et prometteurs après quatre ans de mise en œuvre du programme. Les objectifs fixés à 100 000 auto-entrepreneurs ont été quasiment atteints avec 90.000 d'abonnés. Néanmoins, le problème du manque d'information et du suivi, bien que prévu auparavant, reste là. Cette expérience montre que beaucoup de titulaires manquent d'informations sur le programme et sont laissés à eux-mêmes. Certains d'entre eux connaissaient des situations financières difficiles, étaient en faillite ou surendettés, du fait de leur méconnaissance de certains produits et programmes financiers existants adaptés à leurs projets et à leurs profils.

Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat

Un nouveau plan en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes intitulé "Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat" doté de 6 milliards de dirhams (MMDH) a été prévu dans l'actuelle Loi de finances 2020. Il est le fruit d'un partenariat entre l'Etat, Bank Al-Maghrib (BAM) et le Groupement professionnel des banques du Maroc (GPBM), et créé en application aux hautes orientations de SM Mohammed VI.

Ce programme visait à soutenir les jeunes en leur facilitant l'accès aux prêts bancaires pour financer leurs projets, et à permettre une meilleure intégration professionnelle et économique des travailleurs du secteur informel.

Pour sa part, le secteur bancaire a témoigné de son engagement pour atteindre les objectifs et prendre les mesures qui s'imposent pour s'impliquer davantage dans ce chantier national. Pour ce faire, les banques ont finalisé la première phase de restructuration de leurs paniers des offres de crédit destinés au financement des jeunes entrepreneurs et des porteurs de projets. Les établissements de crédit ont

élargi ses nouvelles offres à des secteurs auparavant peu servis et ont revu leurs marges, à la fois de commissionnement et d'intermédiation à la baisse.

Ce plan traduit la volonté du gouvernement marocain de faire de l'entrepreneuriat des jeunes l'une des priorités des prochaines années.

Ce programme s'articule autour de trois principaux axes, à savoir :

- le financement de l'entrepreneuriat,
- la coordination des actions d'appui et d'accompagnement de l'entrepreneuriat au niveau des régions,
- l'inclusion financière des jeunes du monde rural,

Fonds Hassan II pour le développement économique et social

La contribution du Fonds Hassan II pour le développement économique et social au "Programme intégré d'appui et de financement des entreprises", d'une enveloppe budgétaire de 2 milliards de DH à taux zéro. Cette contribution sera réservée au soutien des projets d'entrepreneuriat dans le monde rural, représentant ainsi le quart des financements de ce programme intégré. Le montant de 2 milliards DH apporté par le Fonds Hassan II à un taux de zéro pour cent, vient en appui aux banques, et en premier lieu au Crédit Agricole du Maroc.

Les projets qui seront financés sont ceux des jeunes porteurs de projets ou des auto-entrepreneurs, des petites ou très petites entreprises, qu'elles soient agricoles ou non agricoles, des jeunes entreprises innovantes, et des petites exploitations agricoles.

• Politique en faveur de l'intention entrepreneuriale

Reconnaissant la nécessité d'investir dans la création et le renforcement de l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc, les pouvoirs publics ont adopté des programmes à long terme pour coopérer et collaborer à la formulation de stratégies et de plans de mise en œuvre pour l'élaboration de programmes de formation, la sensibilisation des jeunes et leur donner les compétences et les connaissances nécessaires pour poursuivre l'entrepreneuriat comme option de carrière.

Développer l'esprit d'entreprise chez les jeunes grâce à la formation

Le Maroc réalise des taux très faibles, respectivement de 1,21 pour la formation en entrepreneuriat aux niveaux primaire et secondaire et 2,01 d'autre part pour le niveau supérieur, alors que les pays de la région MENA atteignent une moyenne respective de 1,60 et 2,23. Selon les experts, d'énormes efforts restent à déployer dans ce domaine stratégique. Toutefois, l'université marocaine est impliquée dans la promotion de la culture entrepreneuriale. La formation à l'entrepreneuriat au Maroc est généralisée dans toutes les universités et écoles d'ingénieurs, même si au sein de ces établissements, cette formation n'est pas encore généralisée à toutes les filières ou options.

Des centres de recherches et structures spécialisés dans l'entrepreneuriat ont été créés par des professeurs chercheurs, d'autres par des initiatives étatiques. Un Centre Universitaire de l'Entrepreneuriat a vu le jour au sein de l'Université Mohamed V à Rabat ayant pour objectif de promouvoir l'esprit d'entreprise et de renforcer l'impact de l'innovation sur l'économie tant au niveau régional, national que mondial et devenir un acteur principal dans la conduite du changement au sein de l'écosystème entrepreneurial, et ce, à travers des programmes de formation et d'accompagnement, conçus pour développer et renforcer leurs compétences entrepreneuriales.

De plus, les universités organisent des colloques sur l'entrepreneuriat pour aider les étudiants à développer leur intérêt pour le domaine de l'entrepreneuriat et à se former pour devenir des entrepreneurs dans le futur. L'éducation entrepreneuriale dispensée par un établissement supérieur motive les étudiants à s'engager dans le domaine de l'entrepreneuriat comme carrière lorsqu'ils obtiennent leur diplôme.

Promouvoir la culture de l'entrepreneuriat des jeunes à l'aide des médias et des relations publiques

Outre l'introduction de l'éducation à l'entreprise, la stratégie de l'entrepreneuriat des jeunes doit aborder la question de la sensibilisation et de la culture de l'entrepreneuriat chez les jeunes. La création d'un esprit d'entreprise chez les jeunes peut se faire à l'aide des médias et de la communication. Au Maroc, les pouvoirs publics organisent des programmes de sensibilisation, des camps d'orientation, des discussions de groupe, des campagnes spécifiques, de la promotion des événements d'entrepreneuriat des jeunes sur toutes les plateformes possibles, ainsi qu'instituer des prix et des concours pour les jeunes performants afin d'inciter l'intention entrepreneuriale chez les jeunes.

Les méthodes utilisées par les pouvoirs publics sont multiples : Rencontres des jeunes, séminaires, conférences, festivals, foires ainsi que l'utilisation de la presse écrite sous forme de brochures, couverture dans les magazines et interview des entrepreneurs à succès et des jeunes débutants dans les médias, et ce pour le renforcement de la sensibilisation et l'enthousiasme des jeunes ainsi que de changer la perception de l'entrepreneuriat dans la société.

Le Statut National d'Etudiant-Entrepreneur (SNEE)

En décembre 2018, le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a adopté le Statut National de l'Etudiant Entrepreneur au Maroc.

L'idée centrale est de mettre en place au sein du système d'enseignement supérieur un dispositif officiel pour les étudiants-entrepreneurs, qui permet aux étudiants d'intégrer leur projet de création d'entreprise dans leur parcours universitaire.

Le Statut National d'Etudiant-Entrepreneur (SNEE) permet aux étudiants entrepreneurs d'être reconnus pour leur engagement entrepreneurial. Ils sont conseillés sur leur projet et peuvent bénéficier d'un dispositif spécifique leur permettant de conjuguer la création de leur activité avec la réussite de leurs études supérieures.

L'adhésion au statut SNEE autorise tout étudiant d'un établissement de l'enseignement supérieur public ou privée (reconnu par l'état) d'expérimenter la démarche entrepreneuriale durant sa période d'étude, et de donner vie à son projet entrepreneurial pour ceux qui le souhaitent.

Lecture sur les enquêtes du Global Entrepreneurship Monitor

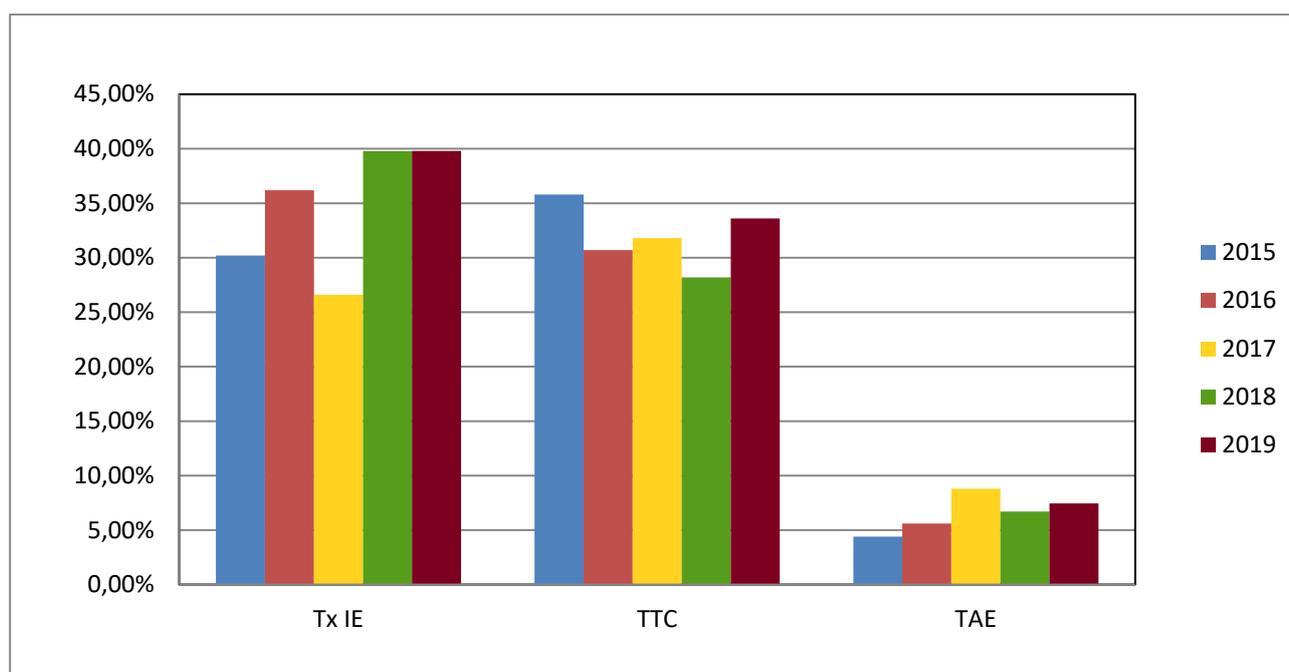
Dans cet article, nous avons utilisé les données du Global Entrepreneurship Monitor (GEM)⁵ relatives au Maroc, nous avons effectué une analyse descriptive et interprétative des données des enquêtes édités sur la période de 2015 à 2019 relatif à l'intention entrepreneuriale chez les jeunes. Les données GEM sont obtenues à l'aide d'un plan de recherche harmonisé dans tous les pays participants (Harrington et al., 2010). Dans chaque pays, un échantillon assez aléatoire d'adultes, âgés

⁵La Global Entrepreneurship Monitor une enquête dont l'objectif est de mesurer l'activité entrepreneuriale dans le monde entier, et jusqu'à présent, elle est considérée comme la plus grande étude qui porte sur le dynamisme entrepreneurial, donnant par la suite, un classement à chaque pays dans des différents aspects et actions entrepreneuriales.

de 18 à 64 ans, a été interviewé dans l'enquête de population GEM. Notre échantillon ne comprend que des jeunes de 18 à 34 ans, sélectionnés parmi les répondants au Maroc interrogés dans l'enquête sur la population adulte (APS) des pays participants au GEM.

Afin d'étudier les données disponibles, nous explorons les taux d'intention entrepreneuriale (TxIE) parmi les jeunes au Maroc. L'intention entrepreneuriale peut être mesurée de différentes manières (Shneor et al., 2013). La méthode utilisée dans l'enquête GEM sur la population adulte, consiste à demander à chaque répondant s'il a l'intention ou non de démarrer une entreprise au cours des cinq prochaines années. Cela nous permet d'estimer le taux ou le pourcentage de jeunes qui s'attendent à démarrer une nouvelle entreprise. Le tableau ci-dessous explore le taux d'intention entrepreneuriale des jeunes (18 à 34 ans) interrogés au Maroc de 2015 à 2019 ainsi que le taux de tentative de création (TTC) et le taux d'activité entrepreneuriale (TAE).

Années	2015	2016	2017	2018	2019
Tx IE	30,20%	36,20%	26,60%	39,78%	39,80%
TTC	35,80%	30,70%	31,80%	28,20%	33,60%
TAE	4,40%	5,60%	8,80%	6,70%	7,45%



Sur les cinq dernières années, le taux d'activité entrepreneuriale a relativement baissé même si plus du quart de la population active ayant perçu des opportunités (39,8%) confirme en 2019 son intention de créer une entreprise, figurant ainsi à la 7ème place des pays GEM.

Le taux de l'intention entrepreneuriale chez l'ensemble de la population jeune marocaine de 18 à 34 ans n'a pas cessé de progresser suite à la sensibilisation des jeunes à travers différents canaux et politiques.

L'écart le plus important sur l'ensemble de l'échantillon entre TAE et TxIE se trouve au Maroc où, sur 100 personnes ayant manifesté une intention de s'engager dans un projet entrepreneurial, seul près de six ont l'intention de démarrer au cours des trois prochaines années. Cet important écart peut s'expliquer par le non aboutissement ou le renoncement au projet pour de multiples considérations qui interpellent, notamment, le rôle de l'accompagnement.

Le passage des intentions aux actions s'opère sous l'influence de déclencheurs soit positifs ou négatifs, et ces derniers peuvent être fortement individualisés. Cette situation est davantage critique pour un jeune, futur entrepreneur potentiel, comme au Maroc, et contraint par la difficulté d'accès au financement mais aussi par l'aversion au risque.

Conclusion

Il est d'évidence que l'entrepreneuriat est considéré comme un moteur de la croissance économique. En effet, la création d'entreprise génère de nouveaux emplois et contribue à l'augmentation du revenu et, éventuellement, à une meilleure insertion professionnelle des jeunes. Par conséquent, le nombre d'emplois créés par les entreprises et leurs attentes relatives à la croissance de l'emploi doivent être finement observés. Un indicateur majeur permettant d'appréhender le potentiel de croissance des entreprises émergentes peut être lié à l'intention des jeunes à créer leur entreprise dans une perspective de création de nouveaux emplois.

Certes, l'emploi est le premier défi politique, économique et social du Maroc confirmé par la nouvelle Stratégie Nationale pour l'Emploi 2015-2025 qui table sur la création de 200.000 emplois/an. L'impulsion d'une véritable transformation structurelle de notre modèle de développement passe, inéluctablement, par le développement d'un tissu productif compétitif et créateur d'emplois décents et la promotion d'un écosystème entrepreneurial homogène.

Finalement, la promotion de l'entrepreneuriat des étudiants au Maroc trouve toute sa légitimité comme une des voies de recherche pour l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, tout comme la création d'emplois.

Références bibliographiques:

Ouvrages et articles

- Acs, Z. and Armington, C. (2004) 'Employment growth and entrepreneurial activity in cities', *Regional Studies*, 38, 911–927.
- Ajzen, I. (1991). Theory of planned behavior. *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, 50, 179-211.
- Awogbenle, A.C. and Iwuamadi, K.C. (2010) 'Youth unemployment: entrepreneurship development programme as an intervention mechanism', *African Journal of Business Management*, 4, 146–156.
- Binkour, M. (2012). La promotion de l'entrepreneuriat au Maroc : rôle de l'État et perception des entrepreneurs. *Proceedings of the Colloquium Business and Entrepreneurship in Africa*, 17-19 mai 2012, Université Laval.
- Bird, B. (1988) 'Implementing entrepreneurial idea: the case for intention', *Academy of Management Review*, 13, 442–453.
- Boissin J-P, Chollet.B, Emin.S (2009) : « Les déterminants de l'intention de créer une entreprise chez les étudiants : un test empirique », *M@n@gement*, 12(1), 28-51.
- Boussetta M.(2013) Entrepreneuriat des Jeunes et développement de l'Esprit d'Entreprise au Maroc : l'Expérience de Moukawalati, *Rapport de Recherche du FRCIEA N° 54/13*.
- Davidsson, P. (1995) 'Determinants of entrepreneurial intentions', Paper prepared for the *RENT IX Workshop*, Piacenza, Italy, 23–24 November.
- Dunkelberg, W.G. and Cooper, A.C. (1982) 'Patterns of small business growth', *Academy of Management Proceedings*, 409–413.
- El Ouazzani, K. (2017), « La dynamique entrepreneuriale au Maroc 2016 », *Global Entrepreneurship Monitor, Rapport du Maroc 2016*.
- Fatoki, O.O. (2010) 'Graduate entrepreneurial intention in South Africa: motivations and

obstacles', *International Journal of Business and Management*, 5, 87–98.

- Gorgievski, Marjan & Schaufeli, Wilmar. (2010). Work Engagement and Workaholism: Comparing the Self-Employed and Salaried Employees. *Journal of Positive Psychology*. 5.
- Koubaa, S. & Sahib Eddine, A. (2012). L'intention entrepreneuriale des étudiants au Maroc : une analyse PLS de la méthode des équations structurelles. *Actes du 11ème Brest : CIFEPME*.
- Lee, S.H. and Wong, P.K. (2004) 'An exploratory study of technopreneurial intentions: a career anchor perspective', *Journal of Business Venturing*, 19, 7–28.
- Lüthje, C. and Franke, N. (2002) Fostering Entrepreneurship through University Education and Training: Lessons from Massachusetts Institute of Technology. *European Academy of Management 2nd Annual Conference on Innovative Research in Management*, Stockholm, May 2002, 9-11.
- Martin, I. et Bardak, U. (2013). Union pour la Méditerranée, étude régionale de l'employabilité le défi de l'emploi des jeunes dans la Méditerranée. *Fondation européenne pour la formation*.
- OECD (2001) Putting the Young in Business: Policy Challenges for Youth Entrepreneurship, The LEED Programme, Paris, OECD.
- Praag, Mirjam & Praag, C. & Versloot, Peter. (2007). What Is the Value of Entrepreneurship? A Review of Recent Research. *Small Business Economics*. 29. 351-382.
- Soebandhi, Santirianingrum & Muzaki, Sugito & Sukoco, Agus. (2018). Entrepreneurial Intention of Young Generation in Metropolis. *IJEBD (International Journal Of Entrepreneurship And Business Development)*,1,178-187.
- Stephan, Ute & Roesler, Ulrike. (2010). Health of Entrepreneurs versus Employees in a National Representative Sample. *Journal of Occupational and Organizational Psychology*. 83. 717 - 738.
- Thompson, E.R. (2009) 'Individual entrepreneurial intent: construct clarification and development of an internationally reliable metric', *Entrepreneurship Theory and Practice*, 33, 669–694.
- Verheula, I., Thurika, R. and Grilic, I., (2006) 'Determinants of self-employment preference and realization of women and men in Europe and the United States', EIM Scales paper H200622, Zoetermeer, SCALES-initiative (SCientific AnaLysis of Entrepreneurship and SMEs).

Sites web

<http://www.marocentrepreneurs.com/>
<https://www.gemconsortium.org>
<https://www.rabatinvest.ma>
<http://www.mre.gov.ma/fr/investissement/investir-au-maroc>
<http://www.fjemaroc.ma>
<http://www.invest.gov.ma/>
<http://treasury.worldbank.org/>